

## Bulletin d'histoire politique

Evelyne Brie et Félix Mathieu, *Un pays divisé : identité, fédéralisme et régionalisme au Canada*, Québec, PUL, 2021, 204 p.

Jean-François Daoust



Volume 31, numéro 3, hiver 2024

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1109911ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1109911ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique  
VLB éditeur

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Daoust, J.-F. (2024). Compte rendu de [Evelyne Brie et Félix Mathieu, *Un pays divisé : identité, fédéralisme et régionalisme au Canada*, Québec, PUL, 2021, 204 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 31(3), 214–216.  
<https://doi.org/10.7202/1109911ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2024

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**Evelyne Brie et Félix Mathieu, *Un pays divisé : identité, fédéralisme et régionalisme au Canada*, Québec, PUL, 2021, 204 p.**

JEAN-FRANÇOIS DAoust

*Université de Sherbrooke et Université d'Édimbourg*

« Un pays divisé ». Dès le titre de l'ouvrage, Evelyne Brie et Félix Mathieu donnent le ton : il n'est pas ici question d'évaluer si le Canada est divisé ou non, mais plutôt dans quelle mesure il l'est et comment nous pourrions mieux comprendre et appréhender ces divisions. En présentant l'objectif de l'ouvrage, l'autrice et l'auteur nous rappellent que les questions les plus fondamentales pour la vie politique d'un pays sont très souvent simples et descriptives (par exemple, qu'est-ce qui divise les citoyens?). L'importance de ce genre de question est souvent sous-estimée, même si ces interrogations sont fondamentales pour quiconque voudrait « répondre » aux enjeux sociétaux liés aux divisions analysées. Comment pourrait-on savoir si une proposition politique voulant répondre aux divisions sociales et politiques est désirable sans une description fine et détaillée de ces mêmes divisions ?

Le livre aborde la division au Canada avec un cadre théorique axé sur les identités, mais nous pourrions très bien parler de l'opinion publique dans un sens plus large puisque d'autres volets très intéressants comme l'économie (par exemple, en examinant quelles provinces, selon les citoyens eux-mêmes, sont les plus favorisées) sont intégrés dans l'analyse. L'autrice et l'auteur ne sont pas les premiers à entreprendre ce genre de projet et ils ne prétendent pas défricher un nouveau champ d'études. Le type de question de recherche qui est abordé dans l'ouvrage constitue un « classique » présent en toile de fond en politique canadienne. Pensons entre autres choses à l'ouvrage *Public Opinion and Canadian Identity* de Mildred A. Schwartz publié en 1967. Néanmoins, Brie et Mathieu mènent leur recherche avec une approche théorique claire et à l'aide de plusieurs bases de données arrimant les traditionnelles études électorales canadiennes, mais également l'originale enquête « La Confédération de

demain 2.0». De plus, il y a un effort très sérieux mis de l'avant quant à l'intégration de répondants s'identifiant à un peuple autochtone, malgré les limites méthodologiques importantes que cela peut comporter. Ces limites sont doubles : d'une part, il y a très peu de répondants autochtones, et d'autre part, les Autochtones qui répondent au sondage sont souvent peu représentatifs des populations autochtones canadiennes. Finalement, l'accent n'est pas mis que sur la dynamique Québec-Canada et se veut vraiment un exercice pancanadien.

C'est avec cette approche que Brie et Mathieu dressent un portrait des divisions au Canada à travers les cinq chapitres phares portant respectivement sur (1) leur approche théorique des identités, (2) la toile identitaire générale au Canada, (3) la toile identitaire autochtone, (4) les attitudes envers le fédéralisme canadien et (5) le régionalisme et la diversité au Canada. Dans l'ensemble, n'importe qui s'intéressant à la politique canadienne dans son sens large y trouvera son compte d'une manière ou d'une autre.

Comme dans tout ouvrage, il y a bien sûr certaines limites qui caractérisent l'enquête de Brie et Mathieu. D'un point de vue méthodologique, certains lecteurs, plus adeptes du format de l'article plutôt que du livre, se voulant plus accessible, seront (un peu) déçus. On aimerait par exemple en savoir davantage sur le nombre d'observations pour des sous-groupes plus précis et avoir un meilleur aperçu des intervalles de confiance pour les estimations des groupes. De plus, la Colombie-Britannique est parfois englobée dans la région de l'ouest, ce qui n'est pas si intuitif, et les sous-systèmes régionaux (par exemple, la région de Québec, qui se démarque du reste du Québec) ne sont pas considérés. Cela étant dit, leur analyse offre nettement plus de mérites que de limites.

L'ouvrage se conclut avec une position assez claire sur l'avenir du pays quant à l'aménagement institutionnel qui caractérise le Canada et est fondamental pour la gestion des divisions « nationales ». D'une part, maintenir le statu quo institutionnel (c.-à-d. le fédéralisme canadien tel qu'on le connaît actuellement) serait une erreur selon l'autrice et l'auteur. Leur conclusion voulant que le statu quo soit non désirable semble tout à fait raisonnable et découle logiquement des arguments et données présentés dans l'ouvrage. Le statu quo est généralement conçu comme étant l'option « la moins coûteuse » et la plus simple, surtout lorsqu'il est question d'aménagement constitutionnel au Canada. Il est d'ailleurs intuitif de croire que l'option du statu quo se renforce à travers les années. Elle serait donc l'option d'avenir la plus simple, la moins coûteuse et la plus probable. Or, comme indiqué par l'autrice et l'auteur, « la faillite du système à se renouveler ne s'accompagne pas d'un plus grand soutien à son régime politique ». Ce cadrage concorde particulièrement bien avec les résultats de l'enquête sur la « Confédération de demain » que Brie et Mathieu ont

présentés ailleurs et où ces derniers illustrent la *non*-préférence constitutionnelle chez la plus jeune génération. Si le système se renforçait, nous devrions constater une augmentation nette de l'appui des jeunes au fédéralisme canadien traditionnel (c'est-à-dire le statu quo), alors que ce n'est pas le cas.

D'autre part, il faudrait, selon Brie et Mathieu, sérieusement considérer l'avenue du fédéralisme asymétrique en fonction de leurs arguments détaillés à travers les cinq chapitres clés. L'autrice et l'auteur offrent toutefois assez peu d'information par rapport à l'offre et à la demande politique actuelle pour un nouveau projet qui prendrait la forme d'un fédéralisme asymétrique. D'un côté, la demande pour un nouveau projet de société est divisée entre plusieurs possibilités. D'un autre côté, il n'est pas évident de voir quels seraient les incitatifs politiques (et surtout électoraux) pour un parti politique qui songerait à proposer un renouveau constitutionnel. Je suis donc moins convaincu que l'autrice et l'auteur quant à l'enthousiasme potentiel des acteurs de la vie politique canadienne pour un nouveau projet de société. Cela dit, il ne revient évidemment pas à Brie et Mathieu de formuler une proposition concrète pour réformer le fédéralisme canadien. J'espère donc que plusieurs acteurs de la vie politique vont prendre connaissance de cet ouvrage, qui saura alimenter leurs réflexions.

Dans l'ensemble, *Un pays divisé* représente une contribution importante en politique canadienne de façon générale, mais également pour les différents sous-champs comme le nationalisme, le fédéralisme et le régionalisme. J'espère que l'ouvrage sera traduit afin d'être diffusé à l'ensemble des acteurs en politique canadienne, tant francophones qu'anglophones, qui tireront profit d'un nouvel éclairage sur des problématiques omniprésentes de la vie politique canadienne.